



Le Droit 29 mars 2009
**POSTES À
POURVOIR**

Notre MISSION
« Outiller l'élève pour sa réussite scolaire, son épanouissement personnel, sa citoyenneté et son engagement dans la catholicité et la francophonie. »

Diane Doré
Présidente
du Conseil

Lise Bourgeois
Directrice de
l'éducation et
secrétaire-trésorière
du Conseil

Direction des
ressources humaines
4000, rue Labelle
Ottawa (Ontario)
K1J 1A1
Téléphone :
613-744-2555 ou
sans frais
1-888-230-5131
Télec. : 613-746-3165
Courriel :
drh@cecif.edu.on.ca

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) est à la recherche de personnes intéressées à se joindre à son équipe pour poursuivre avec passion une vision commune, axée sur la collaboration et sur l'innovation en éducation. Avec plus de 18 000 élèves fréquentant 38 écoles élémentaires, 9 écoles secondaires et son école pour adultes, le CECLFCE est LE PLUS IMPORTANT RÉSEAU CANADIEN D'ÉCOLES de langue française à l'extérieur du Québec.

CONCIERGES OCCASIONNELS

Dossier 43/08-09

SURVEILLANTE OU SURVEILLANT DE L'ENTRETIEN

SERVICE DES IMMOBILISATIONS

Dossier 98/08-09

1 poste régulier à 100 % du temps, 12 mois (35 heures/semaine)

Pour obtenir tous les détails relatifs au poste susmentionné, veuillez consulter le site Internet du CECLFCE au www.ecolecatholique.ca à la rubrique « Emplois ». Il est également possible d'obtenir une copie des offres d'emploi à la réception du Centre éducatif du CECLFCE, situé au 4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario), entre 8 h et 17 h.

519117

Coups de feu sur un enseignant d'Ottawa

Un enseignant retraité originaire de la région d'Ottawa est dans le coma dans un hôpital du Honduras après avoir été atteint de coups de feu, samedi dernier, lors d'une fusillade entre bandits armés. Dennis Spencer, de Pembroke, en Ontario, marchait près d'un restaurant de la ville de San Pedro Sula lorsqu'une fusillade a débuté, samedi soir. Les médecins croient qu'une balle a traversé sa main, qu'il avait levée, et troué son crâne. Des fragments d'os ont pénétré dans le cerveau. Dimanche, M. Spencer, qui est âgé de 58 ans, a subi une opération pour retirer les fragments et a été maintenu dans un état de coma artificiel afin de réduire les risques d'œdème cérébral. Les médecins tenteront de l'éveiller, aujourd'hui. En 2001, Dennis Spencer a pris sa retraite de la commission scolaire catholique de Pembroke. Son épouse, Barbara, et lui ont ensuite déménagé en Amérique latine et ont trouvé un emploi dans une école primaire anglophone de La Lima il y a quatre ans.

LA PRESSE CANADIENNE

Le Droit

LEBROIT, LE MARDI 31 MARS 2009

Section **CUISINE**SUGGESTIONS DE VINS
RECETTES
CRITIQUES DE RESTOSGARD
cyber

cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 30 mars 2009 à 18h30 | Mis à jour le 30 mars 2009 à 18h31

La RCFO repart en croisade



Archives, LeDroit

**Philippe Orfali**

Le Droit

C'est mardi matin que débutent à Gatineau les audiences d'appels pour l'octroi des deux dernières fréquences FM de la région de la capitale nationale.

Rejeté en août dernier au profit de deux stations de langue anglaise, le projet de la Radio de la communauté francophone d'Ottawa (RCFO) est décidé cette fois à convaincre le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de son caractère indispensable pour les francophones d'ici.

Dès 9 h 30, une vingtaine d'intervenants vont se succéder afin

de présenter à nouveau leurs exposés devant le CRTC. Les audiences se poursuivront toute la semaine.

La partie n'est pas gagnée d'avance pour la RCFO, puisque sept autres groupes se disputent les deux fréquences. « C'est à nous de démontrer la viabilité du projet et l'intérêt de la population pour une telle radio communautaire », explique Denis Boucher, le président sortant de la RCFO. Le verdict pourrait être rendu d'ici quelques mois.

Cette audience d'appel survient quatre mois après que le ministre du Patrimoine canadien, James Moore, eut contraint le CRTC à réexaminer sa décision. Le Conseil avait alors préféré deux stations anglophones à la RCFO.

Un appui de la communauté

Une vingtaine d'organismes soutenant les démarches de la RCFO ont déposé des mémoires devant le CRTC. La Cité collégiale, TFO, l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario et Canadian Parents for French sont du nombre,

de même que l'ex-présidente du mouvement S.O.S. Montfort, Gisèle Lalonde, et le Commissaire aux langues officielles, Graham Fraser. La professeure de science politique à l'Université d'Ottawa, Caroline Andrew, est aussi du lot. Selon la francophile, l'offre de services en français à Ottawa est « faussée », puisque « des stations francophones du côté québécois [...] peuvent donner l'impression que la communauté franco-ontarienne est bien desservie ».

Avec les récentes coupes à Radio-Canada, M. Boucher se dit plus que jamais persuadé de la pertinence de la RCFO. « Les 300 000 francophones d'Ottawa n'ont pas de radio locale pour les servir. Il y a six heures d'émissions locales à la radio de Radio-Canada. Nous, nous voulons en diffuser 126 par semaine », plaide-t-il.

« On nous a déjà refusé une licence en 2005. Et à nouveau en 2008. Nous sommes encore là parce que notre projet en vaut la peine. La communauté francophone d'Ottawa mérite une radio. Nous finirons bien par l'obtenir. »

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

CONSTRUCTION DE PONTS

LE PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE DU CANADA

cyberpresse.ca

Publié le 27 mars 2009 à 11h37 | Mis à jour le 27 mars 2009 à 16h10

Cinquante millions pour combattre le décrochage



Jean Charest a dévoilé la stratégie d'action jeunesse 2009-2014 du gouvernement du Québec, vendredi.

Photo: Robert Skinner, La Presse



Violaine Ballivy

La Presse

blank_page Québec investira 25 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour lutter contre le décrochage scolaire. Il s'agit d'une première réponse du gouvernement au rapport Ménard, publié il y a 10 jours, qui recommande d'investir entre 35 et 240 millions annuellement pour s'attaquer efficacement au problème.

La Fondation Lucie et André Chagnon doublera cette somme en allouant une enveloppe équivalente de 25 millions. Au total, ce sont donc 10 millions qui seront ajoutés l'an prochain aux quelque 900 millions déjà investis par Québec dans divers programmes d'abandon scolaire. «C'est une mesure qui s'inscrit parmi plusieurs autres que

nous avons mises en place depuis de nombreuses années et auxquelles on en ajoutera d'autres », a promis hier le premier ministre Jean Charest quand on lui a souligné en conférence de presse l'écart important entre cet investissement et ceux recommandés par le rapport Ménard.

Cette nouvelle enveloppe sera répartie dans les régions afin favoriser la mise en place de projets mieux adaptés aux besoins qu'un programme provincial. Les régions seront appelées à s'inspirer du modèle à succès instauré au Saguenay-Lac-Saint-Jean de manière à mobiliser toute la population élus et gens d'affaires inclus dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Mais Jean Charest veut surtout faire en sorte que les parents soient plus sensibles au problème. «Si les parents n'assument pas cette responsabilité d'encourager leur enfant à aller à l'école, personne ne peut le faire à leur place de la même façon», a-t-il lancé hier.

Or, cette affirmation a fait bondir la Fédération des comités de parents du Québec, qui n'avait pas été conviée à la conférence de presse. « Ils ont invité les représentants des commissions scolaires, mais pas des parents. C'est malheureux qu'on nous ait oubliés », a déclaré le vice-président de la Fédération, François Paquette. La

Fédération craint d'y voir un signe que les parents ne seront pas mis à contribution dans la conception des programmes. «On a pourtant commencé dès la semaine dernière à travailler sur les suites à donner au rapport Ménard, et la lutte contre le décrochage scolaire nous mobilise depuis très longtemps. On a une expertise à partager», a-t-il relevé.

Stratégie jeunesse

Ce nouveau programme de lutte contre le décrochage est l'une des mesures phares de la nouvelle stratégie jeunesse 2009-2014 dévoilée hier. Dotée d'un budget de 250 millions sur cinq ans, la stratégie prévoit essentiellement la prolongation de programmes déjà dans la stratégie jeunesse 2006-2009.

Une bonification de 50 millions de dollars en cinq ans permettra toutefois à quelques initiatives de voir le jour. Québec ajoutera par exemple 1,5 million pour accroître le nombre de stages à l'étranger pour les étudiants du cégep et de l'université et investira 4,5 millions dans un programme pour les « familles négligentes ayant des enfants de 0 à 12 ans ».

La Fédération des comités de parents, la Fédération des cégeps et la Centrale des syndicats du Québec ont toutes déploré le peu d'argent frais dégagé pour la création de nouveaux programmes. La CSQ a même accusé Québec de se décharger de ses responsabilités sur le privé la Fondation Lucie et André Chagnon pour s'attaquer aux problèmes sociaux.

À l'inverse, le président du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires, Jacques Ménard, s'est réjoui de l'annonce : «C'est un pas important vers l'atteinte de notre objectif, qui est d'accroître de 70% à 80% d'ici à 2020 le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires ou de l'équivalent», a-t-il souligné. Un enthousiasme partagé par d'autres organismes, dont la Fédération des commissions scolaires et le Regroupement des instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative.

La Fédération étudiante universitaire du Québec s'est montrée soulagée que la stratégie ait été reconduite en dépit de la crise économique.

Le ministère de l'Éducation remplace ses logiciels sans appel d'offres

[Tristan Péloquin](#), La Presse

30 mars 2009 | 06 h 42 | 29 commentaires

Sans lancer le moindre appel d'offres, le ministère de l'Éducation a accordé un contrat de 1,32 million à Microsoft pour acquérir 1800 licences de la suite de bureautique Microsoft Office Professionnel 2007.

En plus de ces 1800 licences, toutes les commissions scolaires de la province devront également mettre «dès ce printemps» à disposition de leurs employés des ordinateurs équipés du logiciel Office 2007 Professionnel.

>>> [Réagissez sur le blogue de Tristan Péloquin](#)

«Il n'y a pas eu d'appel d'offres, car il y a seulement Microsoft qui donne le logiciel Office 2007», justifie-t-on au ministère de l'Éducation.

Cette explication fait bien rire Cyrille Béraud, président de Savoir-faire Linux, une firme montréalaise experte dans l'implantation de logiciels libres en entreprise. «C'est comme si le gouvernement changeait son parc automobile pour des BMW en disant qu'il n'y a que BMW qui fabrique des BMW», affirme-t-il.

Le ministère de l'Éducation paiera 733\$ par licence pour l'utilisation de Microsoft Office 2007. Installer un équivalent libre et gratuit comme Open Office lui coûterait une fraction de ce prix, estime Savoir-faire Linux. «Le simple fait de nous mettre en concurrence dans un appel d'offres contre Microsoft aurait probablement forcé Microsoft à baisser son prix, estime M. Béraud. C'est un bel exemple de la mainmise qu'a cette multinationale sur le gouvernement. Et ce n'est là que la pointe de l'iceberg.»

Selon Savoir-Faire Linux, le fait de procéder sans appel d'offres contrevient au Règlement sur les contrats d'approvisionnement des ministères et des organismes publics, qui précise que le gouvernement ne peut accorder de contrat sans appel d'offres à une entreprise s'il n'a pas au préalable fait «une recherche sérieuse et documentée» démontrant qu'aucun concurrent ne peut fournir de produit semblable.

En mars 2008, Savoir-faire Linux a intenté une poursuite contre la Régie des rentes du Québec, après que celle-ci eut annoncé qu'elle comptait confier à Microsoft, sans appel d'offres, le renouvellement des licences des systèmes d'exploitation de son parc informatique.

«Les contrats que conclut le gouvernement avec Microsoft sont toujours d'une grande opacité», affirme M. Béraud.

Microsoft devra dévoiler ses contrats

Selon ce qu'a appris *La Presse*, Microsoft devra cependant bientôt ouvrir ses livres, du moins en partie. À la mi-mars, la Cour supérieure du Québec a ordonné à la Régie des rentes de communiquer à Savoir-faire Linux certains détails des contrats qu'elle a confiés à la multinationale de Silicon Valley.

Cette décision de la Cour supérieure tombe alors que, un peu partout dans le monde, les gouvernements ont commencé à adopter des logiciels ouverts pour économiser les frais de licence. En France, la Gendarmerie nationale et la Direction générale des impôts ont troqué toutes leurs suites de logiciel Microsoft Office pour leur équivalent ouvert Open Office. Ils soutiennent économiser chacun des dizaines de milliers d'euros par année.

Aux Pays-Bas, depuis 2007, en vertu d'une politique dite *comply or explain* (se conformer ou expliquer), le gouvernement doit obligatoirement favoriser l'acquisition de logiciels libres et ouverts, à défaut de quoi il doit expliquer publiquement son choix.

«Au Québec, il y a clairement un manque de volonté politique pour que le logiciel libre prenne son envol, estime Louis Martin, titulaire de la chaire Logiciel libre, finance sociale et solidaire de l'UQAM. Le problème, c'est qu'il y a une profonde méconnaissance de ce que sont ces logiciels. Ce n'est évidemment pas une panacée, mais c'est une solution qui mérite d'être étudiée sérieusement», croit-il.

>>> À lire aussi: [Microsoft devra divulguer ses contrats avec l'État](#)

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

CONSTRUCTION DE PONTS

LE PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE DU CANADA

cyberpresse.ca

Publié le 30 mars 2009 à 10h32 | Mis à jour le 30 mars 2009 à 10h33

Les professeurs de l'UQAM manifestent au bureau de la ministre Courchesne



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

La Presse Canadienne
Montréal

Les professeurs et les maîtres de langue de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), qui sont en grève, manifestent ce lundi matin devant le bureau de comté de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Michelle Courchesne, à Laval.

Ces syndiqués veulent rappeler à la ministre qu'ils souhaitent un règlement qui comprend leurs principales demandes. Ils revendiquent notamment l'embauche, sur quelques années, de 300 nouveaux professeurs. Ces grévistes reprochent à l'UQAM d'afficher le pire ratio professeur-étudiants par rapport aux autres universités québécoises. Ils demandent également la parité

salariale avec leurs collègues.

La manifestation doit prendre fin à 11h00.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



TELUS BlackBerry^{MD} Pearl^{MC} 0\$* Cliquez

*Con

cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 30 mars 2009 à 09h16 | Mis à jour le 30 mars 2009 à 09h17

Histoire de coeur avec l'enseignement



Lucie Lafleur a l'intention de rester en contact avec le monde de l'éducation par l'entremise de sa fille.
Patrick Woodbury, Le Droit



Charles Thériault

Le Droit

La directrice générale de la Commission scolaire des Portages de l'Outaouais, Lucie Lafleur, quitte le milieu de l'éducation après une carrière de 38 ans. LeDroit et Radio-Canada lui décernent aujourd'hui le titre de Personnalité de la semaine.

Lucie Lafleur ne quitte pas le monde de l'enseignement. Elle le garde dans son coeur même si elle n'occupera plus de fonction officielle dans ce domaine.

MmeLafleur, directrice générale de la Commission scolaire des Portages de l'Outaouais (CSPO)

prendra sa retraite vendredi, après une carrière de 38 ans dans le monde de l'éducation. Elle sera remplacée par M.Jean-Claude Bouchard, qui est d'ailleurs en poste depuis le 2mars dernier.

Lorsque le journaliste du Droit l'a rencontrée, elle occupait un tout petit bureau à l'entrée du siège social de la CSPO, sur l'avenue Saint-Rédempteur dans le secteur Hull, où elle travaillait à compléter la transition avec son successeur. Elle termine sa carrière dans le quartier où elle a grandi et où elle a fréquenté l'école primaire.

Attachée à son quartier

Originaire de l'Île de Hull, Lucie Lafleur est encore attachée à son quartier, même si elle n'y demeure plus depuis très longtemps. «J'ai grandi dans ce qu'on appelait le projet Dussault et j'ai vu tous les bouleversements qui ont marqué l'histoire de Hull durant les années 1960 et 1970, notamment les expropriations. Même l'école Lauzon où j'ai étudié lorsque j'étais enfant, a disparu pour faire place à une bretelle d'accès à l'autoroute 5. J'ai été témoin de tous ces événements et j'en ai constaté les conséquences car aujourd'hui, il n'y a pas grand-chose pour attirer les

familles dans l'Île de Hull», déclare MmeLafleur.

Déjà, durant sa jeunesse, Lucie Lafleur s'intéressait à l'enseignement et elle s'est inscrite à l'École normale de Hull, l'institution qui formait les professeurs avant la prise en charge par l'Université du Québec en Outaouais. Elle a aussi fréquenté l'ancien Cégep de Hull et faisait partie de la première cohorte de finissants de ce tout nouveau collège, en 1968. Dès l'obtention de son diplôme, elle a obtenu un poste d'enseignante à l'école Père Arthur-Guertin, l'école de son enfance. «Dans ce temps-là, les professeurs étaient tellement en demande qu'ils pouvaient choisir l'école dans laquelle ils voulaient travailler. Je suis donc retournée dans mon milieu où j'ai enseigné durant cinq ans, jusqu'à la naissance de ma fille, en 1975. J'ai décidé alors de rester à la maison et de m'occuper de mes enfants. Je croyais que ma carrière était terminée. C'était encore comme ça à cette époque» rappelle-t-elle avec un sourire.

Élèves en difficulté

MmeLafleur a eu deux enfants (une fille et un garçon) qui sont aujourd'hui respectivement âgés 33 ans et de 30 ans. Durant la période où elle est restée à la maison, Lucie Lafleur a effectué plusieurs démarches pour trouver des services pour sa fille qui est atteinte de surdité. Elle a donc appris le langage des signes et développé une expertise dans les services à offrir aux élèves en difficulté. Cette expérience l'a amenée à revenir sur le marché du travail en 1981 alors que l'ancienne Commission scolaire régionale de l'Outaouais voulait établir un programme régional pour cette clientèle. De 1981 à 1989, elle a voyagé dans toute la région pour coordonner ces services dans les écoles. Ensuite, elle est devenue coordonnatrice de l'adaptation scolaire pour la commission scolaire. Sa fille a suivi cette voie elle aussi, car elle est maintenant orthopédagogue.

«J'aimais ce travail, mais lorsque j'ai eu l'occasion de devenir directrice d'école en 1995, je n'ai pas hésité à revenir dans l'action plus concrète. J'ai dirigé l'école primaire Côtes-du-Nord de Hull jusqu'en 2000, puis l'école secondaire de l'Île durant un an, avant de prendre la direction générale de la CSPO. J'avais donc une expérience assez diversifiée et je pense que c'est une bonne chose car il est préférable qu'un directeur général connaisse toutes les dimensions de l'éducation».

Lucie Lafleur a traversé bien des bouleversements dans le monde scolaire en 38 ans. Elle croit dans la réforme scolaire malgré le fait qu'elle ait été décriée un peu partout. À son avis, les fondements de cette réforme sont bons, mais on ne met en évidence que les éléments qui fonctionnent moins bien sans regarder l'ensemble. Mais même si elle approuve la réforme elle est un peu nostalgique en pensant à tout ce qui a changé depuis 1970. «En 1970, tout était plus homogène et on respectait les professeurs alors qu'aujourd'hui on passe notre temps à les contester. Lorsque je demande à un plombier de réparer quelque chose chez moi, je ne passe pas mon temps à remettre en question son travail, mais on fait ça aux professeurs et leur travail est bien plus dur qu'il ne l'était à mes débuts. Il faut valoriser l'école et reconnaître la place de l'éducation dans notre société», a-t-elle ajouté.

Nombreux projets

À quelques jours de sa retraite, Lucie Lafleur aborde la prochaine étape de sa vie avec sérénité. Elle n'est pas à court de projets. «Je veux recommencer à coudre et prendre plus de temps pour jardiner et cuisiner. D'ici l'été 2010, je serai très occupée, car je suis responsable de l'hébergement lors des Jeux du Québec à Gatineau. Je participe également à la formation de la coopérative de santé de Cantley et je veux prendre des cours de golf, car c'est un sport que j'aime bien pratiquer avec mon mari qui, lui, a pris sa retraite il y a trois ans».

Elle a aussi l'intention de rester en contact avec le monde de l'éducation par l'entremise de sa fille. «Ça demeure dans mes tripes. J'ai toujours aimé travailler avec les jeunes et pas seulement les enfants, mais les adolescents aussi. On a souvent tendance à mettre l'accent sur les problèmes des adolescents, mais moi, j'en ai vu plein de «beaux jeunes» qui réalisent des choses extraordinaires. On ne le dit pas assez souvent», conclut-elle.

Vous pouvez entendre la Personnalité de la semaine ce matin, à 8h40, à l'émission Bernier et Cie animée par Carl Bernier et diffusée à la radio de Radio-Canada au 90,7 FM, ainsi que ce midi au Téléjournal/midi, présenté par Nathalie Tremblay à la télévision de Radio-Canada.



cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 30 mars 2009 à 19h53 | Mis à jour le 30 mars 2009 à 19h56

Controverse linguistique aux Tulipes

Le festival défend sa stratégie



Michel Lafleur, LeDroit

Patrice Gaudreault

Le Droit

Le Festival canadien des tulipes défend sa décision de procéder au lancement de ses programmations anglophone et francophone séparément - à deux semaines d'intervalle - et impute la présente controverse linguistique à un simple « malentendu ».

La direction de l'événement a publié une « mise au point », hier, trois jours après que la bévée ait rebondi jusqu'à la Chambre des communes. « Le récent lancement du Festival des tulipes s'est déroulé en anglais seulement. Le prétexte de cette absence totale de français ? La traduction n'était pas prête. Et, pour ajouter l'injure à l'insulte, la conférence de presse en français se tiendra dans deux semaines », a

dénoncé le député bloquiste de Gatineau, Richard Nadeau, vendredi.

Par voie de communiqué, le Festival canadien des tulipes a plaidé que sa stratégie a été adoptée « en tenant compte de ses deux publics de langue différente, afin de mettre en valeur les éléments saillants de son programme destinés à chacun d'eux ».

On explique qu'un communiqué bilingue a été émis le 26 mars, au terme d'une conférence de presse tenue pour les médias anglophones. Quant aux médias francophones, ils sont convoqués le 8 avril.

« La direction du Festival regrette tout malentendu lié à cette décision, prise dans le but de communiquer le mieux possible avec les médias de langue française, comme avec les médias de langue anglaise », peut-on lire

dans un document également affiché sur le site Internet.

« La communication du programme s'effectue en français ainsi qu'en anglais, conformément à la tradition profondément ancrée et à la fidélité inébranlable du Festival envers cette pratique, poursuit la missive. Toutes les communications du Festival, de son site Web à ses brochures et à ses activités médiatiques, sont assurées dans les deux langues officielles. »

Dans son édition de samedi, LeDroit rapportait les propos du directeur exécutif du Festival, Julian Armour, qui blâmait plutôt « des trous » dans la stratégie médiatique pour expliquer l'absence de certains médias au lancement de l'édition 2009.

Il assurait du même souffle que la conférence de presse ne s'était pas tenue qu'en anglais. « Ce n'est pas vrai, a-t-il martelé. On a parlé en français. Pas beaucoup, mais quand même. J'ai moi-même fais trois entrevues en français après l'événement. »

Réactions

Conseiller municipal d'Ottawa et ex-président du Festival canadien des tulipes, Georges Bédard s'est dit « étonné » par l'incident, indiquant que l'événement a pourtant une longue tradition de respect du bilinguisme.

« C'est malheureux que la documentation en français n'était pas prête en même temps que celle anglophone. Nous nous sommes toujours arrangés pour que la conférence de presse et tout soit prêt en même temps, car il y a beaucoup de publicité sur l'événement faite au Québec pour encourager les touristes à venir au festival », dit-il.

M. Bédard se dit aussi surpris par les propos tenus par M. Armour, publiés dans un quotidien anglophone de la région, voulant que le Festival des tulipes ne soit pas tenu par la loi d'être bilingue. « Nous croyons à l'importance de faire les choses dans les deux langues, et cela à nos frais. Nous payons pour les traducteurs... notre publication est beaucoup plus dispendieuse parce qu'elle est dans les deux langues. C'est beaucoup de travail d'être bilingue et nous ne sommes pas tenus de l'être », a-t-il déclaré au Ottawa Sun.

« Ses propos sont vraiment inattendus, car le festival a toujours été bilingue, alors je ne vois pas pourquoi ce serait plus de travail maintenant, questionne M. Bédard. Je suis un peu étonné par la réaction de cette organisation qui a plus de 50 ans d'existence. C'est une drôle de façon de se défendre et c'est inacceptable comme approche. »

L'ex-président ajoute que ces propos sont incompatibles avec le fait que le festival reçoit des subventions de la Ville d'Ottawa, de l'Ontario et du fédéral, trois partenaires ayant tous une politique sur le bilinguisme.



MISE EN FORME
SANTÉ FÉMININE
NUTRITION

Section **SANTÉ** GARDI
cyberp

cyberpresse.ca

Publié le 31 mars 2009 à 06h34 | Mis à jour à 06h35

Québec avance 300 millions pour sauver les prestations parentales



Photo: Martin Chamberland, La Presse



Tommy Chouinard
La Presse

(Québec) Le régime d'assurance parentale s'enfonce tellement dans le rouge que le gouvernement Charest doit intervenir pour éviter que des parents ne soient privés de prestations.

Lors de sa réunion du 18 mars, le conseil des ministres a autorisé le versement d'urgence de 300 millions de dollars afin de maintenir à flot ce régime créé en 2006, a appris La Presse. Le gouvernement se retrouve donc aujourd'hui à payer lui-même des prestations d'un régime d'assurance, ce qui va à l'encontre de tous ses principes.

Pour la troisième année consécutive, Québec augmentera les cotisations payées par les travailleurs et les employeurs. La hausse serait d'environ 8% et entrerait en vigueur le 1er janvier prochain.

La bouée de 300 millions est tout à fait exceptionnelle puisqu'en vertu de la loi, l'assurance parentale doit être autosuffisante. Cette aide provenant du ministère des Finances commencera à être utilisée sous peu tant la situation est critique. Le déficit du régime, qui frôlerait les 200 millions à la fin de l'année, était en voie de menacer les prestations.

«Le gouvernement va avancer de l'argent, ce qu'ils ont besoin pour opérer, en attendant d'équilibrer le régime», a affirmé à La Presse, hier, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad.

Le gouvernement Charest pile ainsi sur ses principes. Depuis la création du régime, il a toujours refusé de puiser dans ses coffres pour financer les congés parentaux. «Le régime doit s'autofinancer. C'est un programme d'assurance», martelaient l'ancien ministre des Finances Michel Audet et Michelle Courchesne lorsqu'elle était titulaire de l'Emploi. Ils répondaient par la même formule lorsque les syndicats et le patronat réclamaient une contribution du gouvernement devant l'explosion des coûts du régime.

Devant un manque de liquidités, le conseil de gestion de l'assurance parentale était en voie d'emprunter de l'argent à 4% d'intérêts afin de préserver le versement des prestations. Le gouvernement a plutôt décidé de lui prêter 300 millions de dollars à un taux dérisoire de 0,7%.

Malgré des hausses de cotisations de 15% en deux ans - dont l'une de 7,5% entrée en vigueur le 1er janvier -, le régime d'assurance parentale enregistrerait un déficit de 195 millions à la fin de l'année, révèle un rapport actuariel déposé à l'Assemblée nationale la semaine dernière.

Les cotisations payées par les employeurs et les travailleurs (1,515 milliards) seraient toujours inférieures aux prestations versées (1,590 milliards). Si rien n'est fait, le déficit cumulé du régime atteindrait 841 millions en 2012, selon le rapport signé par l'actuaire en chef du conseil de gestion de l'assurance parentale, Frédéric Allard.

«On n'a pas le choix d'augmenter (les cotisations), a affirmé Sam Hamad. De combien? C'est ça qu'il faut voir. Mais on ne fera pas de choc tarifaire. La décision va tenir compte de la capacité des citoyens, du contexte économique et de la pérennité du régime.»

Selon Sam Hamad, la hausse de 7,5% décrétée en début d'année «n'est pas majeure; sur la paie, ça ne paraît même pas». Une majoration de 7,5% rapporte environ 110 millions de dollars. Pour un travailleur qui gagne 40 000\$, cette hausse représente un débours supplémentaire de 13,60\$ par année.

Pour réduire l'ampleur du déficit de l'assurance parentale, le gouvernement Charest reportera le paiement d'une facture de 346,6 millions provenant d'Ottawa. Il avait contracté cette dette au moment de l'implantation du régime. Comme la somme devait être remboursée sur une période de cinq ans, Québec économisera 69,3 millions cette année, ce qui réduira d'autant le déficit du régime en 2009. De son côté, Ottawa devra attendre avant de revoir la couleur de son argent.

En 2006, le gouvernement Charest prévoyait que le régime coûterait 1 milliard par année. La facture dépasse 1,5 milliard aujourd'hui. Québec s'attendait à 75 000 naissances en 2006. Il y en a eu 82 500, puis encore davantage les années suivantes, toujours un nombre supérieur aux prévisions, a fait remarquer Sam Hamad. Québec n'avait pas vu venir le mini baby-boom. Il avait également sous-estimé le nombre de pères qui allaient recourir au régime et prendre un congé de paternité.

Playing video games helps parents understand the risks

BY DAVID WYLIE, CANWEST NEWS SERVICE MARCH 31, 2009

Parents who sink into the couch to play video games with their kids shouldn't feel guilty about it, says a Canadian expert on media literacy.

In fact, she encourages it.

Debbie Gordon, who teaches media literacy workshops to students in major cities across Canada, suggested parents have a responsibility not only to play the games, but to understand the risks involved.

"As parents, we find the time to go to their hockey games and sit around the rink and yak with other parents," said Gordon, who runs a company called Mediacs. "We have a responsibility to understand the attraction." Once parents have the controller in their hands, it's not intimidating, she added. Gordon said the technological landscape has changed dramatically over the past few years, with video game consoles in a majority of Canadian households. "We're going through a big, big gaming craze these days."

According to recent surveys, nearly 60 per cent of families say they're gaming with their kids, "so we're on the right track," Gordon said.

However, 90 per cent of youth have gaming systems, leaving a big gap, she added.

Video games came under scrutiny last fall when 15-year-old Brandon Crisp of Barrie, Ont., disappeared on Thanksgiving after his parents took away his Xbox. The teen was found dead in a heavily wooded area three weeks after disappearing. He'd fallen out of a tree.

Brandon had been hooked on the extremely popular war game, Call of Duty 4, which he often played with friends online.

While Gordon didn't want to talk specifically about the Crisp tragedy, she did say that Brandon's father Steve Crisp was the first to acknowledge that parents need to understand the video game culture.

In the classrooms, discussions often centre on household rules around playing video games, and how kids can protect themselves.

"The kids who are proudest of their parents are those kids who have parents who can use the parental controls on their consoles," said Gordon.

She suggested parents use their own accounts to sign their kids into online hubs, such as Xbox Live or the PlayStation Network. That way parents can limit who their kids can talk to online, as well as limit the time they spend playing.

"(Video games) can't just be something that we bring into the house and 'over to you.'" It's got to be supervised, she added.

Gordon said parents also have to ditch the "us-versus-them mentality."

She brings games of her own into classrooms as a way to suggest family-friendly titles, such as movie trivia or karaoke games. And to better understand some of the hit games so she can talk about them with kids, she downloads free demos.

She said parents should also educate themselves about the trail of information that's being left for others, for example the contact information required to register for accounts.

"When I talk to these kids, every single hand is up and they want to know 'Am I safe?' They're sponges for information on how to be safe on the Internet and how to protect themselves."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

canoe network ... cnews



March 29, 2009

Student flight may close high school

By AEDAN HELMER, SUN MEDIA

The Ottawa-Carleton District School Board, faced with declining enrolment, questions about the viability of programs and a growing surplus in student spaces, is weighing its options for school closures by the 2010 academic year.

The OCDSB approved a selection process last May which weighs the pros and cons of closing one of three east-end schools.

Colonel By Secondary School, Gloucester High School and Rideau High School are all being considered for closure in September 2010.

And while a decision won't be finalized until put to a vote at a December board of trustees meeting, public concern is already mounting.

OUTRAGE

David Moen, trustee for Innes/Beacon Hill-Cyrville, and John Shea, trustee for Orleans/Cumberland, have been fielding calls from parents and community members ranging from concern to outrage.

The Beacon Hill North Community Association is hosting a rally Wednesday at Colonel By Secondary School.

"I think they have every right to rally," said Shea. "Obviously they feel very passionately about their school, but it's important to note that the board is not necessarily going to do whatever the committee recommends."

According to Ontario Ministry of Education guidelines, the Accommodation Review Committee (ARC) must complete a valuation for each of the schools and prepare recommendations for the board.

PUBLIC MEETING

After a six-hour meeting yesterday, the ARC presented five options that will be open to public input at a meeting next month.

Options include closing either Rideau or Gloucester, or merging Colonel By with the current Gloucester site.

The final option, dubbed "Option Zero," calls for no closures and a broader study of the root causes of the declining enrolment dilemma.

That's the option favoured by Mike Lachapelle, ARC chairman for Colonel By, who likened the board's previous attempts to address the enrolment issue to a "cycle of devolution."

"What I haven't seen so far is any statement or any indication from the board that they're looking at the programs being delivered to try to increase the value, to entice people to come into the board," said Lachapelle.

Lachapelle said while there are more than 1,000 students in the catchment, only 400 of those attend Rideau High School, which has capacity for 966 students.

"The board has never asked the question 'why'? They're going to the Catholic board, to the French boards, transferring to other schools, they're choosing to go elsewhere," said Lachapelle. "What concerns me is the

board doesn't appear to be taking any active steps to determine why they're not attracting students."

The ARC meets again April 7 to discuss the five options before opening public debate on April 21.

THE OPTIONS

The five favoured options the ARC will bring forth to the public include:

- Option 1a: Closing Rideau HS and directing students to Gloucester
- Option 1b: Closing Rideau HS and directing students to various schools
- Option 2: Closing Gloucester HS and directing students to Rideau
- Option 3: Merging Colonel By with the current Gloucester site
- Option 4: Including Grades 7 and 8 in all three schools and closing the intermediate "feeder" schools
- Option 5: No closures and a broader study into the root causes of the declining enrolment dilemma

canoe network ... **cnews****OTTAWA
SUN**

March 29, 2009

Bottled water 'uncool'

By PAUL BERTON

In a perfect world, government would have better things to do than ban the sale of bottled water.

But for reasons not entirely clear (human laziness?), the developed world seems to have fallen in love with water packaged in plastic bottles, a love affair that is fortunately starting to sour.

Because it costs so much -- financially and environmentally -- to transport it, and because it costs so much -- financially and environmentally, not to mention politically and socially -- to dispose of these plastic one-time-use-only bottles, the "product," such as it is, is becoming politically incorrect. Or as Maude Barlow, national chairwoman of the Council of Canadians and the UN's senior adviser on water says, "uncool."

It's hard to fault governments, given the challenges they face, for trying to hurry along the sentiment. Cities and school boards across Ontario have started making lots of noise about the scourge of plastic water bottles, and many are putting bylaws where their mouths are.

To be sure, nothing is more important to a healthy society than potable water, and the fact it flows (almost) freely from most taps across the developed world is one of life's great modern luxuries, and something for which developing countries would pay a great deal.

If taxpayers are somehow unsure of the safety of municipal water supplies, it is up to governments to regain that trust.

But the fact is most municipal water is perfectly safe, and tastes as good as or better than the stuff in the bottle. And still individuals are prepared to spend thousands each year on something they're already paying for through taxes and available at the tap.

And so we have government wading into the fray. It's not ideal. It's not what government should be doing, but perhaps it's necessary.

Will thirsty citizens simply drink soft drinks instead? Perhaps. But maybe, just maybe, they'll consider reusable containers filled with the world's most precious resource -- and one we are lucky enough to have available cheaply at our fingertips.

PAUL.BERTON@SUNMEDIA.CA



Gym doesn't mean slim

Study: Exercise has little effect on childhood obesity

March 31, 2009

By **DONNA CASEY**, SUN MEDIA

School-based physical activity has little effect on making children less obese, according to a new Canadian medical study.

In research published in the March 31 issue of the Canadian Medical Association Journal, researchers from the B.C. Children's Hospital found physical education classes and other get-active programs had no impact on improving the body-mass index (BMI) of children, one of the leading indicators of obesity.

18,000 CHILDREN

The study, considered the most comprehensive review of school-based physical activity programs, looked at 18 studies done in Canada, the U.S. and other developed countries. The studies included more than 18,000 children, most from Grades 3 to 6.

"These interventions are unlikely to have a significant impact on childhood obesity," said Dr. Kevin Harris, a pediatrician and the study's principal researcher.

The study found despite educators' efforts to increase the daily number of physical activity minutes, to bump up the intensity of the exercise and to bring new activities to the classroom, the programs had little impact on making them less obese.

While the study found physical activity at school improves physical fitness, blood pressure levels, bone mineral density and flexibility, Harris said the research suggests diet might be the central factor in making kids fat.

"Until we can successfully improve our diets, we're unlikely to have a profound impact on obesity," said Harris.

But an international expert on child obesity said the studies reviewed in the study don't offer rigorous or detailed evaluations of the programs or the physical activity done by children.

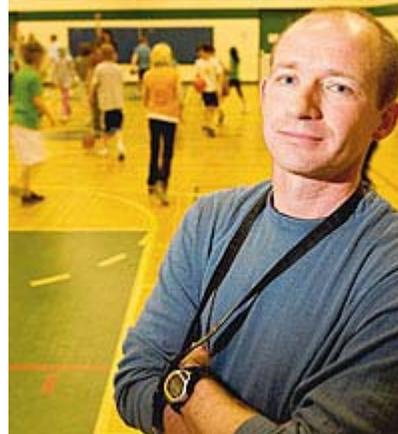
"The measurement is so weak that I think that people who do research in this area don't have a lot of confidence in the findings," said Dr. Mark Tremblay, director of CHEO's healthy active living and obesity research.

Some school programs only last one term and end before a child's BMI starts to change, said Tremblay, who worries the study might "give an out" for cash-strapped school boards bombarded with other classroom priorities.

A teacher who oversees physical education programs at local elementary public schools said educators focus on teaching kids about a healthy lifestyle, including a nutritious diet.

"If they're not complementing the physical activity with eating properly, you're probably not going to see any great change to BMI," said Mark Hooper, a physical education teacher at Greenbank Middle School.

"The measurement of BMI isn't the be-all and end-all," added Hooper, chairman of the Ottawa-Carleton



Mark Hooper, a physical education teacher at Greenbank Middle School who also oversees phys-ed programs in local elementary schools, disagrees with the findings of a study that found school activity does little to reduce childhood obesity. (Errol McGihon, Sun Media)

canoe network ... cnews



March 31, 2009

Any physical activity is a good thing

By **KERRY THOMPSON**

A new study published today in the Canadian Medical Association Journal stating physical activity at school is unlikely to have a significant impact on childhood obesity should matter little when it comes to the need to provide students with ways to be physically active -- during class, between class and after class.

Sure, it would sound better if school-based physical activity kept students from becoming overweight or obese, or if it allowed children who are overweight or obese to shed the pounds. But having any one specific end goal to physical activity in our school system will serve to do nothing but disappoint.

Our children need to get active, and there are many other positive outcomes of physical activity, both at school and at home.

The Canadian Medical Association Journal report, which reviewed 18 studies involving more than 18,000 children, found school-based physical activity programs improved blood pressure, bone mineral density and flexibility.

And those, of course, are all good things.

While childhood obesity rates have skyrocketed -- last year Health Canada data showed 18% of children between the ages of five and 17 were overweight -- kids need all the physical activity they can get, whether that directly cuts obesity rates.

The annual Report Card on Physical Activity for Children and Youth, put together by researchers at CHEO, stated last year Canadian children were spending far too much time in front of either a TV or computer screen, to the tune of 42 hours a week. (And one media expert said earlier this year 66% of 8- to 18-year-olds have a TV in their bedroom.) At the same time, the CHEO report card said 90% of kids weren't getting the proper amount of physical activity.

Physical activity alone cannot combat childhood obesity. Nor can healthy eating, when done in isolation. They go hand-in-hand, as do parental attitudes to physical activity and time spent in front of TVs and computers.

Any amount of physical activity should be appreciated as a good thing.

kerry.thompson@sunmedia.ca

Principal removes cellphone jammer

Device illegal in Canada

BY SANDRA MCCULLOCH, CANWEST NEWS SERVICE MARCH 31, 2009

A Vancouver Island principal's solution to stop in-school cellphone use worked perfectly -- that is until one of the students pointed out that the electronic signal jammer he'd installed was illegal.

Although cellphones are banned at Port Hardy Secondary School, located near the northern tip of Vancouver Island, they remain enough of an annoyance that teachers confiscate two or three each day, said principal Steve Gray.

"When you have a problem you look for a solution," Gray said.

So Gray went online and bought an electronic jammer from China.

"It came last Tuesday during lunch time," said Gray. "I plugged it into the wall and instantly cellphones stopped working in the school. It was amazing how well it worked.

"All kinds of people were walking around saying 'I have no service, what's going on?'"

By Thursday -- after two days of cellular silence -- the news flashed through the school that the principal had bought a jammer. About 60 mostly Grade 9 students protested by staying away from afternoon classes, but by the end of the school day all but about 15-20 had returned.

Then a student sent the principal an Internet link that indicated jammers are illegal in Canada. "And so we unplugged it," Gray said.

Although it failed, it was an interesting experiment, he said. "I learned that, man, some people are attached to their cellphones and no wonder we have a problem."

Many parents supported his attempts to quiet the cellphone chatter, he said.

Gray will now tackle the issue "the old-fashioned way," by teaching students the proper time and place to use their phones. He's mulling over "better consequences" for repeat violators.

As for the jammer, Gray is putting it away for now. "I'm going to wait for regulations to catch up with reality so we can use it."

Police will not lay charges.

Staff Sgt. Chris Stewart of Port Hardy RCMP confirmed the jammers are illegal under the Radio

Hillier puts French services on the table

'Are we going to do this for everyone?' Ontario PC leadership hopeful asks

BY LEE GREENBERG, THE OTTAWA CITIZEN MARCH 31, 2009



Ontario Conservative leadership hopeful Randy Hillier places ultimate importance on individual rights and less government intervention.

Photograph by: Pat McGrath, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

Firebrand Ontario politician Randy Hillier injected an immediate dose of controversy into the Conservative party's leadership race Monday, saying he would consider rethinking the province's French language services policy if elected leader.

Hillier, 51, had just finished announcing his intention to seek the party's vacant top job when he made the comments.

Under current legislation, French-language services are provided in areas where Francophones constitute either 10 per cent of the population or 5,000 people.

"There may be some discussion about that minimum figure," Hillier said Monday, responding to a reporter's question. "Are we going to do this for everyone? I'm sure there are ... other language groups within the province who might like to share the same idea as French-language services."

Madeleine Meilleur, the Liberal minister responsible for francophone affairs, said she found the comments worrisome.

"This could lead to a reduction in services in certain areas and raises the danger of assimilation," she said.

Hillier is no stranger to controversy. The former electrician co-founded the libertarian Lanark (now

Ontario) Landowners Association in 2003, a group that fought excessive government regulation and proposed more stringent property protections.

He engaged in several highly publicized confrontations with authorities, including a blockade against provincial inspectors at an Eastern Ontario sawmill and a standoff with OPP and federal food inspectors over a dispute at a chicken farm.

He once sent an e-mail with a picture of a dead deer named "Leona" -- after Agriculture Minister Leona Dombrowski -- to protest a lack of permits for hunting nuisance deer. His occasionally controversial tactics, however, distracted attention from the fact that Hillier and the Landowners Association tapped into a large reservoir of rural frustration.

The group's slogan -- "This is our land. Back off government" -- is printed on signs throughout Ontario's countryside.

Hillier parlayed that popularity into a seat at Queen's Park, winning in the Eastern Ontario riding of Lanark-Frontenac-Lennox and Addington in 2007.

Once in Toronto, however, he found himself at loggerheads with the party's then-leader, John Tory. Tory's centrist vision of the party didn't sit well with Hillier and many others who belong the party's right wing. Tory was forced to resign earlier this month after unexpectedly losing a byelection, opening the door for the current leadership contest that will see a new leader elected June 27.

Hillier said Monday his vision for the party places ultimate importance on individual rights and less government intervention.

"We have become a nanny state of dependence," he said in Toronto. "The proper and honest role of government is not every role. It is to ensure that freedom and justice is found throughout the land."

As leader, he will abolish the Ontario Human Rights Commission, force Ontarians to elect their federal senators and introduce a bill allowing workers to opt out of unions or representative groups, he said, promising to unveil more policy in the coming days and weeks.

Hillier wore a black tie, black suit and his customary suspenders to the news conference. He was flanked by his wife, Jane, and two of the couple's four children, Chelsea, 23, and Clayton, 16. He was not accompanied by any Conservative caucus members, however, pointing to a key early weakness in his candidacy.

Hillier and Frank Klees are now the only two declared candidates in the Conservative leadership contest. Other potential candidates include MPP Tim Hudak and MPP Christine Elliott, wife of federal Finance Minister Jim Flaherty.